isolée dans l'intérêt restreint d'une association particulière ; mais il examina, avec mission spéciale de son gouvernement, l'état du pays, la population, ses ressources, ses productions, et s'appliqua surtout à pénétrer les sentiments de ses habitants à l'égard des États-Unis, de la Russie et de l'Angleterre.

Deux ans plus tard il se rendit à Boston, sous le titre de Compagnie provisoire d'émigration pour l'Orégon, une société qui, de nos jours encore, fait paraître un recueil périodique intitulé : l'*Oregonian*. Son but avoué est non-seulement d'instruire et de civiliser les Indiens en leur enseignant l'agriculture et les arts mécaniques, des usages plus intelligents, des mœurs plus douces, mais surtout de favoriser l'émigration de familles américaines sur le territoire en litige.

De son côté, le cabinet de Washington encourage activement cette tendance. Ayant, en 1839, été consulté par le comité du congrès, chargé des relations extérieures, sur les forces nécessaires à la protection des établissements qui pourraient être formés près du Rio-Colombia, le ministre de la guerre, M. Poinsett, pensa que ces conditions de sécurité seraient suffisamment obtenues par l'érection d'un fort, l'envoi d'un bataillon de quatre cents hommes, l'adjonction à l'expédition d'un certain nombre de laboureurs et la répartition tous les quatre ans entre les soldats de lots de terre dans l'Orégon, en récompense de la fidélité de leur service.

M. Paulding, ministre de la marine, partagea cette opinion, et jugea, en outre, d'une haute importance d'occuper l'excellent port de la baie de Puget, au fond du détroit de Fuca, et de le convertir en station, afin de protéger les bâtiments de guerre contre les périls de ces redoutables côtes.

Ces dispositions toutefois ne reçurent pas d'exécution, mais les explorations continuèrent de la part des deux nations. Indépendamment des renseignements fournis par les agents de la Compagnie d'Hudson, le gouvernement anglais possède ceux recueillis en 1840 par le savant capitaine sir Edward Belcher. La même année un avocat américain, M. Farnham, se rendit par terre au Rio-Colombia avec une mission semi-officielle de son gouvernement.